

On veut nous justifier les contre-réformes sur les retraites au nom de :

- L'augmentation de l'espérance de vie
- L'augmentation du déficit du régime des retraites

et aussi au nom des déficits publics et du coût de la main d'œuvre qui est soit disant trop élevé.

Nous avons vu que les premiers arguments sont tronqués ou faux.

Expliquons ce qu'il en est pour la Dette Publique et le coût de la main d'œuvre en France.

La dette publique est-elle plus élevée en France que dans les autres pays notamment de la zone € ?

Liste des nations par % de dette publique estimée par le Fonds monétaire international

Rang	Pays	Dette publique brute (% du PIB)
1	Japon	229,773
7	Italie	120,106
11	Etats-Unis	102,937
19	France	86,262
24	Allemagne	81,506
45	Espagne	68,471
47	Pays-Bas	66.231

S'il est donc vrai que la dette publique est conséquente en France, on peut s'apercevoir que cette dette n'est pas plus beaucoup plus importante en France que son principal allié commercial, l'Allemagne.

Par ailleurs, un pays comme l'Espagne qui subit une crise sans précédent avec un chômage autour de 25 % connaît une dette moindre que la France.

Une crise économique et le chômage n'ont donc pas de lien direct avec le montant de la Dette Publique et on ne peut justifier toutes les rigueurs économiques (recul de l'âge de la retraite) au nom de cette Dette !!!!

A quoi est due cette Dette Publique ?

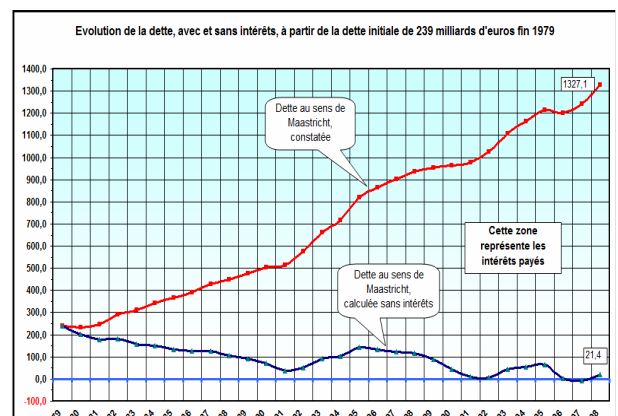
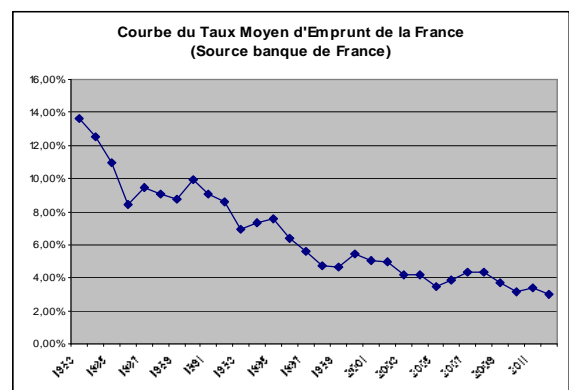
On veut nous faire croire que cette dette est due au seul déficit du budget de l'Etat et des régimes de Protection sociale. Ce qu'il faut savoir cependant c'est que pour équilibrer son budget, un Etat est obligé d'emprunter de l'argent. On pourrait croire qu'un Etat pourrait emprunter son argent à sa Banque Centrale (ex : Banque Centrale Européenne) comme le font les Etats-Unis auprès de leur banque centrale or il n'en est rien.

Depuis 1973, la France est obligée d'emprunter auprès des marchés financiers privés (les banques) au taux du marché

Ainsi, la France a emprunté depuis à des taux variant considérablement.

Conséquence, dans la Dette Publique, sans ces intérêts payés, la France ne serait pratiquement pas en déficit. C'est une décision politique qui a conduit à obliger les Etats à emprunter aux Banques et donc à la situation que rencontre la France (et les pays européens) actuellement.

Il faut que la BCE prête directement aux Etats sans passer par la case « Enrichissement **des banques !** »



Le coût du travail.

Selon le patronat, le coût du travail (salaire + cotisations) est trop élevé en France et une augmentation des cotisations pour équilibrer le régime des retraites serait dangereuse pour la compétitivité des entreprises.

Or, plusieurs études, parmi lesquelles le dernier rapport de l'Insee sur l'emploi et les salaires (*Emploi et salaires*, édition 2012), montrent que le coût du travail n'est pas plus élevé en France que dans la plupart des pays dits « développés » et surtout en Allemagne.

Dans l'industrie manufacturière, le coût de l'heure de travail est presque identique en France (33,16 €) et en Allemagne (33,37 €).

Dans certains secteurs industriels le coût de l'heure de travail est plus élevé en Allemagne qu'en France ; c'est le cas par exemple de l'industrie automobile : 43,14 € en Allemagne contre 33,38 en France. Cela n'empêche pourtant pas l'Allemagne d'exporter des automobiles.

A l'inverse, dans certains secteurs industriels, le coût de l'heure de travail est plus élevé en France qu'en Allemagne. Tel est le cas de l'industrie alimentaire : 20,26 € en Allemagne, contre 25,70 € en France.

Dans l'ensemble des secteurs marchands (industrie et services), le coût de l'heure de travail est plus élevé en France (32,19 €) qu'en Allemagne (29,36 €). Cette différence tient à l'absence d'un salaire minimum et au faible niveau des salaires dans les services en Allemagne.

La faiblesse de l'emploi et la persistance du chômage ne s'expliquent donc pas par les coûts prétendument trop élevés du travail en France.

Selon un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires (Conseil des prélèvements obligatoires (2009)), la France se situe en deçà de la moyenne européenne à 15 et à 27, au 8e rang des 27 pays membres de l'Union européenne, bien derrière l'Allemagne qui occupe le 5e rang.

En effet, compte tenu de la productivité apparente du travail, la rémunération des salariés est plus élevée au Danemark, en Suède, en Finlande, en Autriche, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas.

Coût du travail compte-tenu de la productivité du travail (Source CPO) Base 100 = Moyenne UE à 15

Pays	Valeur	Rang	Pays	Valeur	Rang
Danemark	139,73	1	Allemagne	96,33	5
Suède	125,36	2	Italie	93,29	6
Finlande	111,98	3	Pays-Bas	87,84	7
Autriche	105,27	4	France	83,75	8
UE à 15	100	-	UE à 27	86,68	-

Ces données confirment que la compétitivité n'est pas seulement une question de coûts et singulièrement de coût du travail. Par exemple, l'Allemagne est surtout compétitive par la qualité de ses produits, ce que les spécialistes appellent la « compétitivité hors coûts ». **Prétendre que la France perd de l'activité et de l'emploi à cause des coûts trop élevés du travail en France est donc une supercherie.**

Il est temps que le Patronat Français reconnaisse que le travail n'est pas un Coût mais une valeur !

**La supercherie sur le coût du travail ne peut être
un obstacle au financement de nos retraites !**